



PREFET DE LA REGION CENTRE-VAL DE LOIRE

Arrêté

**Portant décision après examen au cas par cas
de la demande enregistrée sous le numéro F02419P0040
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**Le Préfet de région,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02419P0040 relative au défrichement en vue de la construction d'un EHPAD à Saint-Satur (18), reçue le 15 mars 2019 et complétée le 14 juin 2019 par de nouveaux éléments transmis par le pétitionnaire ;
- Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 29 mars 2019 ;
- Vu la décision tacite, née le 19 avril 2019, soumettant à évaluation environnementale le projet susmentionné ;

- Considérant que le projet a pour objet le défrichement d'une partie de la parcelle AL n°126, soit une surface de 9 535 m², sur la commune de Saint-Satur (18), en vue de créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) d'une surface de plancher d'environ 3 000 m², permettant l'accueil de 55 lits ;
- Considérant que le projet relève de la rubrique 47°a) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;
- Considérant que d'après le dossier le projet vise à remplacer un EHPAD de 42 lits localisé en zone inondable d'aléa moyen et déclaré obsolète par le pétitionnaire ;
- Considérant que le défrichement et la construction de l'EHPAD constituent un seul et même projet qui doit être appréhendé dans son ensemble ;
- Considérant que le projet est implanté en zone F1 d'aléa faible, selon le plan de prévention du risque « inondation et coulées de boue » dans le secteur du Sancerrois, approuvé le 20 décembre 2013, sur laquelle est prescrite la conservation d'une bande boisée d'une largeur minimale de 10 m dans la partie aval de la parcelle ou du tènement boisé concerné par le défrichement ;

- Considérant que le projet est implanté en zone naturelle d'urbanisation future, selon le Plan d'occupation des sols de la commune de Saint-Satur, révisé le 22 mars 2002, sur laquelle l'implantation des bâtiments ne doit pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants ;
- Considérant que le projet s'implante sur un point haut topographique en vis-à-vis avec la butte de Sancerre, en surplomb du vignoble du Sancerrois et de la vallée de la Loire ;
- Considérant qu'un site classé « Remparts (Dames, Abreuvoirs, Augustins) et esplanade porte César » est situé sur la butte de Sancerre à environ 1,85 km du projet et est potentiellement visible depuis le site du projet ;
- Considérant que le projet est inclus dans le périmètre projeté du futur site classé du Sancerrois ;
- Considérant néanmoins que les éléments complémentaires transmis par le pétitionnaire démontrent une absence d'impact notable du projet sur le paysage ;
- Considérant qu'il appartient au pétitionnaire d'adopter des mesures proportionnées favorables à la réduction des risques de visibilité du futur EHPAD depuis la butte de Sancerre et à l'intégration paysagère du projet ;
- Considérant qu'au regard de sa nature, de ses caractéristiques et de sa localisation, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement et la santé humaine,

Arrête

Article 1er

La décision tacite, née le 19 avril 2019, soumettant à évaluation environnementale le projet de défrichement en vue de la construction d'un EHPAD à Saint-Satur (18) est annulée.

Article 2

Le projet de défrichement en vue de la construction d'un EHPAD à Saint-Satur (18) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 3

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

Article 4

Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

Article 5

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le - 2 JUIL. 2019

Pour le Préfet de la région
Centre-Val de Loire et par délégation,


Le Directeur Régional de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement

Christophe CHASSANDE

Voies et délais de recours

– décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale :

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Monsieur le Préfet de région
181 rue de Bourgogne
45042 ORLEANS Cedex
(formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région
181 rue de Bourgogne
45042 ORLEANS Cedex
(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Monsieur le Ministre de la Transition écologique et solidaire
Grande Arche
Tour Pascal A et B
92055 PARIS-LA-DÉFENSE Cedex
(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal Administratif d'Orléans
28 rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS Cedex 1
Par courrier ou par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr
(délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

– décision dispensant le projet d'évaluation environnementale :

Recours gracieux et hiérarchique uniquement, dans les conditions de droit commun susmentionnées.